

Faculté de Droit, Économie, Gestion et AES

Master mention Droit

Parcours Droit des Personnes Vulnérables

Objectifs de la formation

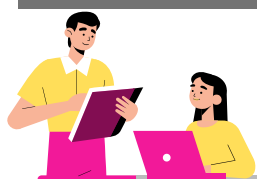
La spécialité du master correspond à une véritable demande sociétale. Les exemples des personnes majeures protégées, de l'évolution de l'espérance de vie couplée à l'arrivée du papy-boom renforcent les interrogations et les besoins en la matière. Cette spécialité s'inscrit dans une demande de professionnels. Le droit des personnes vulnérables est un axe majeur de recherche et une véritable priorité pour les juristes.

- **Les objectifs scientifiques :** Renforcer les connaissances générales des étudiants par une appréhension et une réflexion sur la notion de « vulnérabilité » et par l'apport de compétences pointues relatives aux droits des personnes vulnérables ; Sensibiliser les étudiants aux problèmes éthiques et aux problèmes pratiques posés par l'intervention protectrice ; Comprendre, analyser et critiquer les réformes envisagées ou mises en œuvre ; L'option recherche du Master doit permettre une réflexion sur la notion de « vulnérabilité ».

[Cliquez ici pour découvrir en détails la fiche formation de ce master](#)



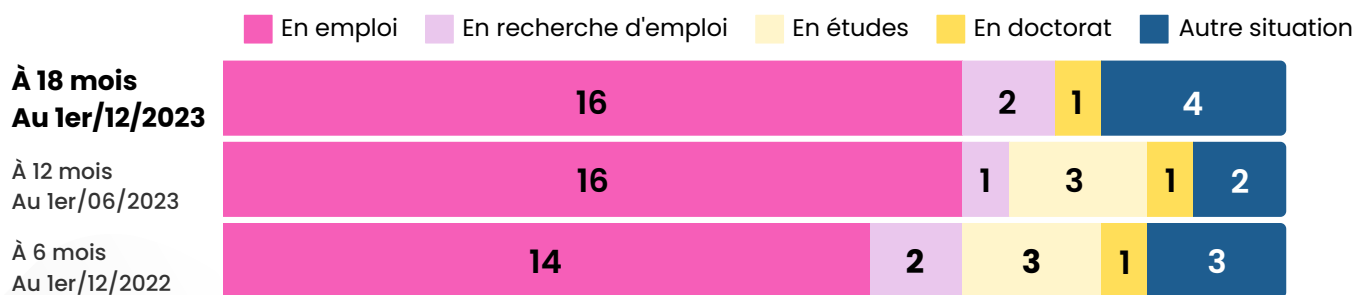
Promotion 2021-2022



Répondants à l'enquête : 23 sur 24
Taux de réponse : 95,8%

Régime d'inscription :
Formation initiale (FI) : 23

Situations après le Master (n=23)



Diplômes obtenus en parallèle du Master

4 répondants sur 23 ont obtenu un Diplôme universitaire (DU) en Criminologie (17,4%)

Taux de poursuite d'études

(Nombre de poursuites d'études après le master / nombre de répondants)

Tous répondants

17,4% (4/23)



25,0% (1/4)

Taux de poursuite d'études à l'UBO

Les chiffres clés : L'insertion professionnelle directe après le Master

• Taux d'insertion professionnelle

(Pour les répondants sans formation complémentaire post-master)

Nombre de diplômés en emploi / nombre de diplômés en emploi + en recherche d'emploi



À 6 mois : 87,5% (14/16)



À 12 mois : 94,1% (16/17)



À 18 mois : 94,1% (16/17)

• Durée de recherche active du 1er emploi

Pour les répondants ayant occupé un emploi, issus de la formation initiale sans formation complémentaire post-master (n=16 ; 1 non-réponse ; 1 répondant était en emploi avant le master, et n'est pas comptabilisé dans l'effectif)

Accès direct à l'emploi

25 % (n=4)

Moins de 3 mois inclus

62,5 % (n=10)

De 3 à 6 mois inclus

6,3 % (n=1)

De 6 à 12 mois inclus

6,2 % (n=1)

• Mode d'accès au 1er emploi

Pour les répondants ayant occupé un emploi, issus de la formation initiale sans formation complémentaire post-master (n=17 ; 1 répondant était en emploi avant le master, et n'est pas comptabilisé dans l'effectif)

Réponse à une annonce (n=6)

35,3 %

Suite au stage de master (n=4)

23,5 %

Candidature spontanée (n=3)

17,6 %

Agence d'intérim (n=1)

5,9 %

Concours (n=1)

5,9 %

Contacté par l'employeur (n=1)

5,9 %

Réseau (familial, professionnel) (n=1)

5,9 %



Durée de recherche active en mois

Médiane

1

Moyenne

1,5

Minimum

0

Maximum

7

L'insertion professionnelle au 1er décembre 2023 (à 18 mois)

(Pour les répondants sans formation complémentaire post-Master - n=16)

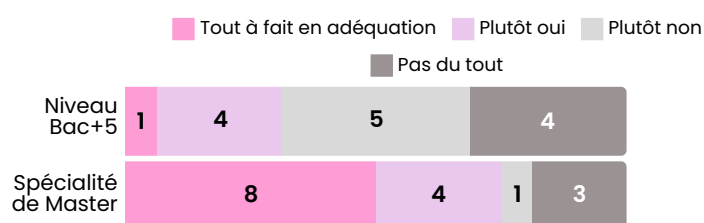


Caractéristiques des emplois

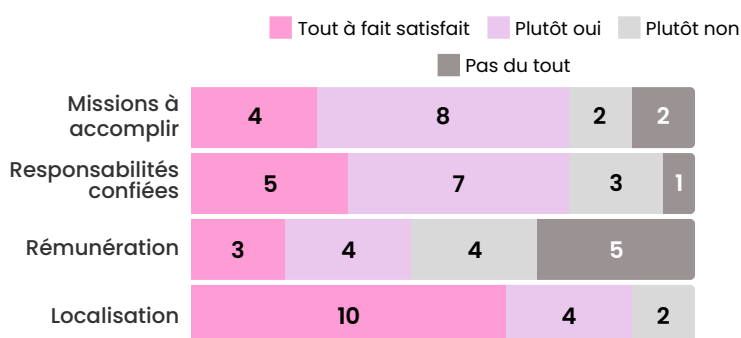
	Eff.	%
Type de contrat		
CDI	11	68,7
CDD	4	25,0
Fonctionnaire	1	6,3
Catégorie socio-professionnelle		
Ingénieur, cadre	2	12,5
Catégorie A de la Fonction publique	1	6,3
Profession intermédiaire, technicien, agent de maîtrise	8	50,0
Catégorie B de la Fonction publique	4	25,0
Employé	1	6,2
Type d'employeur		
Association ou organisme à but non lucratif	9	56,2
Fonction publique	5	31,3
Entreprise privée	2	12,5
Temps de travail		
Temps complet	14	87,5
Temps partiel	2	12,5
Lieu de l'emploi		
Finistère	6	37,5
Bretagne (hors Finistère)	2	12,5
Autres départements français	7	43,7
Non précisé	1	6,3

	Eff.	%
Secteur d'activité		
Santé humaine et action sociale	6	37,5
Administration publique (hors enseignement)	5	31,2
Autres activités de service	2	12,5
Commerce, transports, hébergement et restauration	1	6,3
Information et communication (y compris informatique)	1	6,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1	6,2

Adéquation emploi-formation (en eff.) :



Appréciation portée sur les principaux aspects de leur emploi (en eff.) :



Revenu net mensuel (y compris heures supplémentaires, primes et 13ème mois)

(Pour les répondants issus de la formation initiale, en emploi en France, à temps plein, n=13)

Médiane 1777,00 €

Moyenne 1763,00 €

Minimum 1417,00 €

Maximum 2200,00 €

11 répondants sur 16 occupent toujours leur premier emploi 18 mois après leur master (68,8%)

Liste des emplois occupés au 1er décembre 2023

Pour les répondants sans formation complémentaire post-master



Régime d'inscription	Intitulé de poste	Missions	Secteur d'activité
FI	Collaborateur enfant	Gestion de dossiers administratifs d'enfants suivis par l'Aide sociale à l'enfance.	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>
FI	Délégué mandataire judiciaire à la protection des majeurs	Accompagnement de majeurs sous mesure de protection / gestion budgétaire et administrative / assistance ou représentation dans les actes importants.	Santé humaine et action sociale <i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>
FI	Élève conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation	Accompagnement de personnes placées sous main de justice, dans leur processus pour sortir de la délinquance et lutter contre la récidive.	Administration publique (hors enseignement) <i>Justice</i>
FI	Évaluateur de mineurs non accompagnés	Accueil, mise à l'abri et évaluation de mineurs non accompagnés auprès d'un service de la protection de l'enfance (conseil départemental).	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>
FI	Greffier	Assistance au juriste assistant du magistrat / constitution de dossiers de violences conjugales / suivi de personnes sortantes de détention condamnées pour violences conjugales / suivi de dispositifs de protection en matière de violences conjugales / suivi de dossiers d'alternative aux poursuites en terme de violences conjugales / suivi d'enquêtes pour violation de contrôle judiciaire.	Administration publique (hors enseignement) <i>Justice</i>
FI	Intervenant socio-judiciaire	Au sein d'une association d'aide aux victimes : informations sur les droits des victimes relativement à la procédure pénale et accompagnement dans les démarches de constitution de partie civile, indemnisation, dépôt de plainte... / suivi de dispositifs de protections dans le cadre du traitement des violences intrafamiliales / animation de stages de sensibilisation aux violences intrafamiliales / rôle d'enquêteur social pour dans le cadre d'enquêtes sociales renforcées (ESR).	Santé humaine et action sociale <i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>
FI	Intervenant socio-judiciaire	Aide aux victimes / évaluation de victimes / accès aux droits / contrôle judiciaire / animation de stages de sensibilisation au danger de l'usage de produits stupéfiants / réalisation d'enquêtes sociales rapides.	Santé humaine et action sociale <i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>
FI	Juriste aide aux victimes / Responsable d'espace rencontre	Assurer des permanences juridiques dans des maisons de justice / gestion d'espaces de rencontre parents-enfants.	Activités spécialisées, scientifiques et techniques Activités juridiques

Liste des emplois occupés au 1er décembre 2023

Pour les répondants sans formation complémentaire post-master



Régime d'inscription	Intitulé de poste	Missions	Secteur d'activité
FI	Juriste en droit des personnes vulnérables	-	Santé humaine et action sociale <i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>
FI	Mandataire judiciaire à la protection des majeurs	Protection de majeurs.	Santé humaine et action sociale <i>Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux</i>
FI	Mandataire judiciaire à la protection des majeurs	Gestion de comptes de majeurs / assistance ou représentation de majeurs dans leur vie courante.	Autres activités de service <i>Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire</i>
FI	Mandataire judiciaire à la protection des majeurs	Gestion de comptes / réalisation de démarches administratives et judiciaires.	Santé humaine et action sociale <i>Action sociale sans hébergement n.c.a.</i>



En recherche d'emploi post-Master

(Pour les répondants sans formation complémentaire post-Master - n=1)

En recherche d'emploi depuis :	A occupé un emploi depuis l'obtention du master ?	Difficultés rencontrées dans la recherche d'emploi :
Oui	11/2023	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et valoriser ses compétences (candidatures et entretiens) Défaut de connaissance de mon diplôme sur le marché de l'emploi

Autres situations post-Master

(Pour les répondants sans formation complémentaire post-Master - n=2)



Autres situations

100%
(n=2)

- Préparation de concours (n=2)



Poursuite d'études post-Master (n=4)

2022/2023 (n=4)			2023/2024 (n=1)		
Eff.	Intitulé de la formation Établissement	Résultat	Eff.	Intitulé de la formation Établissement	Résultat
n=1	Master 2 Droit de la santé, numérique et intelligence artificielle (pratique, recherche, gestion d'établissements) Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis (93) En étude seules	Obtenu	-	-	-
n=1	Classe Prépa Talents du Service Public École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) (59) En étude seules	Obtenu	-	-	-
n=1	Diplôme universitaire (DU) Professionnalisation à la généalogie Le Mans Université (72) En étude seules	Obtenu	-	-	-
n=1	Doctorat en Droit privé Université de Bretagne Occidentale (29) Contrat doctoral Financement à 50% par la région Bretagne et à 50% par l'Université de Bretagne Occidentale	En cours	n=1	Doctorat en Droit privé Université de Bretagne Occidentale (29) Contrat doctoral Financement à 50% par la région Bretagne et à 50% par l'Université de Bretagne Occidentale	En cours



Caractéristiques des diplômés 2021-2022 et des répondants à l'enquête :

(n= nombre d'individus)

	Diplômés (n=24)		Répondants (n=23)	
Genre				
Femmes	100% (n=24)		100% (n=23)	
Nationalité				
Française	100% (n=24)		100% (n=23)	
Série du baccalauréat				
ES	58,4% (n=14)		56,5% (n=13)	
S	25,0% (n=6)		26,1% (n=6)	
L	8,3% (n=2)		8,7% (n=2)	
STMG	8,3% (n=2)		8,7% (n=2)	
Lieu d'obtention du baccalauréat				
Finistère	37,5% (n=9)		34,8% (n=8)	
Département bretons hors Finistère	16,7% (n=4)		17,4% (n=4)	
Autres départements français	45,8% (n=11)		47,8% (n=11)	
Régime d'inscription				
Formation initiale (FI)	100% (n=24)		100% (n=23)	
Âge à l'obtention du Master				
	Médian	Moyen	Médian	Moyen
	24 ans	24,3 ans	24 ans	24,2 ans

Qui recrute les diplômés du master ?

MASTER MENTION DROIT PARCOURS DROIT DES PERSONNES VULNÉRABLES

Promotion 2022

Ce document présente, pour le Master mention Droit parcours Droit des personnes vulnérables, les structures qui ont accueilli les étudiants du master en stage au cours de l'année 2021-2022, et celles qui ont recruté les diplômés.

- **Les listes de structures au sein desquelles les étudiants ont réalisé leur stage** sont issues de P.Stage, l'outil de gestion des conventions de stages pour les étudiants de l'UBO.
- **Les listes des structures qui ont recruté les diplômés** sont issues de l'enquête sur l'insertion professionnelle des diplômés de masters 2022. Cette enquête a pour objectif de connaître le devenir des étudiants 18 mois après l'obtention du master. Seules les structures dont les emplois sont en lien avec le domaine d'études du master sont ici retenues. Le code NAF et le secteur d'activité économique sont indiqués pour chaque structure ainsi que le lieu de l'emploi du diplômé.

- **Structures qui ont accueilli les étudiants en stage :**
(Source : données issues de P.Stage)

STRUCTURE	VILLE	DÉP.
ACTIAJURIS SELARL ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES 6910Z Activités juridiques	BREST	29
ASSOCIATION TUTÉLAIRE DU PONANT BREST SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.		
CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE BREST SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8610Z Activités hospitalières		
COMMISSARIAT DE POLICE DE BREST ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8424Z Activités d'ordre public et de sécurité		
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DU GRAND-OUEST ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice		
TRIBUNAL JUDICIAIRE BREST ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice		
UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE ENSEIGNEMENT 8542Z Enseignement supérieur • Pour 5 étudiants		
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.		
UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU FINISTÈRE (UDAF 29) AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE (DONT ORGANISMES EXTRACOMMUNAUTAIRES, MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS...) 9499Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire		
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU FINISTÈRE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8411Z Administration publique générale	QUIMPER	

- **Structures qui ont accueilli les étudiants en stage :**
(Source : données issues de P.Stage)

STRUCTURE	VILLE	DÉP.
UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU FINISTÈRE (UDAF 29) AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE (DONT ORGANISMES EXTRACOMMUNAUTAIRES, MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS...) 9499Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	QUIMPER	29
ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE ALTERNATIVES JUDICIAIRES (ADAJ) SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.	SAINT-BRIEUC	22
HF+ BRETAGNE AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE (DONT ORGANISMES EXTRACOMMUNAUTAIRES, MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS...) 9499Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	RENNES	35
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES RENNES - GRAND-OUEST ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice		
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SAINT-MALO ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice • Pour 2 étudiants	SAINT-MALO	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LA ROCHELLE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice	LA ROCHELLE	17
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8610Z Activités hospitalières	MONTPELLIER	34
APF FRANCE HANDICAP SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8810B Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées	VIENNE	38
EXOD : LES EXILÉ.E.S ONT DES DROITS SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.	LILLE	59

- **Structures qui ont accueilli les étudiants en stage :**
(Source : données issues de P.Stage)

STRUCTURE	VILLE	DÉP./PAYS
HOSPICES CIVILS DE LYON SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8610Z Activités hospitalières	LYON	69
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice		
DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8411Z Administration publique générale	CRÉTEIL	94
ORDRE DES AVOCATS DE RIETI AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE (DONT ORGANISMES EXTRACOMMUNAUTAIRES, MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS...)	RIETI	ITALIE

- **Structures qui ont recruté les diplômés :**
(Source : données issues de l'enquête réalisée auprès des diplômés
18 mois après l'obtention du master)

STRUCTURE	VILLE	DÉP.
ASSOCIATION TUTÉLAIRE DU PONANT BREST SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.	BREST	29
ELIANCE SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.		
AGORA JUSTICE SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.	QUIMPER	
UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU FINISTÈRE (UDAF 29) AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE (DONT ORGANISMES EXTRACOMMUNAUTAIRES, MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS...) 9499Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire		

- **Structures qui ont recruté les diplômés :**
(Source : données issues de l'enquête réalisée auprès des diplômés 18 mois après l'obtention du master)

STRUCTURE	VILLE	DÉP.
ASSOCIATION POUR L'INSERTION SOCIALE (AIS 35) SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.	SAINT-MALO	35
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice	AGEN	47
DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8411Z Administration publique générale	LAVAL	53
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8423Z Justice	LYON	69
AIDE AUX VICTIMES - INTERVENTION JUDICIAIRE DES SAVOIE (A.V.I.J. DES SAVOIE) ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES 6910Z Activités juridiques	BONNEVILLE	74
UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UDAF) SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE 8720A Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	BAGNEUX	92
DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE ADMINISTRATION PUBLIQUE (HORS ENSEIGNEMENT) 8411Z Administration publique générale	CRÉTEIL	94

- **Structures qui ont financé les doctorants :**
(Source : données issues de l'enquête réalisée auprès des diplômés 18 mois après l'obtention du master)

STRUCTURE	VILLE	DÉP.
UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE ENSEIGNEMENT 8542Z Enseignement supérieur	BREST	29